

UNION POUR LA MÉDITERRANÉE

Polémiques et incertitudes

Sarkozy n'a pas encore fini de soulever les réactions à son projet d'Union pour la Méditerranée (UPM). La rencontre à Paris des chefs d'Etat européens et ceux de la rive sud de la Méditerranée n'a pas, cela va de soi, été arrêtée fortuitement au 13 juillet, veille de la Fête nationale française.

De notre bureau de Paris,
Khadidja Baba-Ahmed

Dans la lettre que le président français vient d'envoyer à la cinquantaine de chefs d'Etat européens et du sud de la Méditerranée, Sarkozy les invite au sommet du 13 juillet qui doit consacrer la création de l'UPM, mais aussi au défilé militaire du 14, le lendemain. Alors que le contenu du projet n'a cessé et ne cesse encore de soulever des réticences, cette association de date et le symbole que peut provoquer la présence d'un parterre de chefs d'Etat du Sud au défilé, ne sont pas faits pour gagner les réticents, dont l'Algérie, à cette grand-messe. En dehors des réticences sur le contenu encore flou du projet, en dehors de la présence d'Israël dans ce projet d'union, il est peu probable que l'Algérie consente à prendre part à un défilé des anciennes forces d'occupation du pays. Même si Bouteflika se fait représenter au sommet, la présence éventuelle de ce représentant aux manifestations du



Le projet de Sarkozy toujours confronté à des difficultés.

Photo : DR

14 Juillet serait pour le moins incompréhensible aujourd'hui.

Par ailleurs, l'arrivée annoncée de Bachar Al-Assad, le président syrien, soulève depuis 48 heures un tollé en France, à droite comme à gauche. Sur RTL, le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, a déclaré que «le président Al-Assad a dit au téléphone au président Sarkozy qu'il serait là» et a cependant ajouté : «Nous allons voir. Il y a beaucoup de développements possibles jusqu'au 13 juillet». Il ne croyait pas si bien dire et ne s'attendait sûrement pas, lui, comme son chef d'Etat, remuer autant de

réactions. A droite, beaucoup de députés jugent l'invitation d'Al-Assad «inappropriée». Il n'est pas interdit, dit un député de l'UMP, «d'inviter des présidents problématiques. Il est juste dommage de confondre les moments de la nation avec les relations internationales». Au PS, les réactions sont encore plus acerbes : «Donner à ce pays (Syrie) et à ce président en quelque sorte l'onction, la reconnaissance majeure que représente la présence sur les Champs-Élysées, le jour de la Fête nationale, ça me gêne... c'est un pays qui a pu jouer un rôle assez sombre, notamment au Liban» et

tout ça «n'est pas sérieux» a ajouté Pierre Moscovici, secrétaire national au PS. Samedi, le leader libanais druze qualifiait l'invitation d'Al-Assad de honte du peuple français».

Les Etats-Unis s'y sont aussi mêlés. La secrétaire d'Etat, Condoleezza Rice, s'est montrée sceptique et a «exprimé l'espoir que la France transmettrait le bon message à la Syrie, aussi bien sur le Liban que sur les négociations avec Israël». Des développements, d'ici le 13 juillet, il y en aura certainement beaucoup, comme l'a, si opportunément, annoncé Bernard Kouchner.

K. B.-A.

LA GROGNE CONTRE LA HAUSSE DES PRIX
DE TRANSPORT MONTE À BÉJAÏA

Des citoyens ferment la RN12

Les manifestations contre la hausse du prix du ticket de transport dans la wilaya de Béjaïa, décidée depuis le début de ce mois par la corporation des transporteurs de voyageurs affiliée à l'UGCCA, ont encore pris de l'ampleur jeudi dernier avec de nouvelles actions de fermeture de plusieurs axes routiers à la circulation automobile.

Le mouvement de protestation entamé la semaine écoulée par des citoyens qui ont fermé la RN 26 au niveau de Riquet (Akbou), Laâzib (Ouzellaguène) ainsi que la RN 75 à hauteur de L'mardj Ouamane (Amizour) s'est propagé ce week-end à d'autres localités de la wilaya de Béjaïa où les manifestants ont procédé à la fermeture de ces routes pour interpellier les pouvoirs publics sur ce qu'ils qualifient de hausse

«spéculative» du prix du ticket de transport. Exacerbées par cette augmentation décidée «sans l'aval» des autorités concernées, notamment la Direction de la concurrence des prix (DCP) et celle des transports, par un syndicat représentant les opérateurs dans le transport des voyageurs, les populations de Toudja et Oued Ghir ont dressé des barrages perturbant fortement la circulation automobile sur la RN 12 à

hauteur du lieu dit Loudha Touchanine et à Ibarissen. A l'aide de pneus incendiés et divers objets de fortune (pierres, branchages et troncs d'arbre), les protestataires ont durant toute la journée de jeudi fermé ce principal axe routier reliant la vallée de la Soummam et le chef lieu de wilaya. Pour les contestataires, les autorités doivent agir pour faire cesser «l'anarchie» observée dans le secteur des transports. «Le ticket de transport augmente de jour en jour de façon considérable. Comment voulez-vous qu'un père de famille avec plusieurs enfants scolarisés puisse faire face à toutes ces hausses ?»

déplorent les manifestants.

De son côté, le syndicat des transporteurs, qui ne semble pas près de céder devant la mobilisation musclée des usagers des transports, a justifié, pour rappel, cette augmentation «légère de 5 DA» par «la hausse des prix des lubrifiants et de la pièce de rechange». Les autorités, pour leur part, sont restées «muettes» devant cette situation d'anarchie qui tend à empoisonner la vie de nombre de travailleurs contraints quotidiennement d'emprunter ce seul moyen de transport pour rejoindre leur lieu de travail.

A. Kersani

IL Y A 7 ANS, LA MARCHÉ
DU PRINTEMPS NOIR

Qu'en reste-t-il ?

Le 14 juin 2001, une masse humaine a déferlé sur Alger pour exiger la mise en œuvre de la plateforme d'El-Kseur née dans la douleur. A l'appel de la coordination interwilayas, des milliers de personnes ont regagné Alger pour prendre part à la marche autorisée qui devait les mener des Pins-Maritimes à la présidence. Rien ne présageait la tournure des événements.

Le ministère de l'Intérieur, qui avait pourtant donné son autorisation, avait quadrillé la capitale et bloqué ses issues. Beaucoup de manifestants sont restés bloqués à Boumerdès. Ceux qui avaient réussi à passer les barrages de police se sont vite aperçu qu'ils étaient pris dans un traquenard. A la violence policière qui s'est abattue sur eux, ils ont dû subir une véritable chasse au Kabyle orchestrée par des jeunes manipulés. Bilan de cette infernale journée, des morts et des blessés sans compter les centaines de détentions arbitraires. Comme à l'accoutumée, les pouvoirs publics ont dénoncé les «voyous» qui ont mis à feu la capitale.

L'ENTV a montré en boucle des images de voitures calcinées et recueilli des témoignages d'Algérois sous le choc. Les organisateurs de la manifestation avaient visiblement perdu le contrôle de la marche et la capitale avait vécu un jeudi noir. Dans la conférence de presse qu'ils ont animée le lendemain, les représentants des archs alerteront l'opinion nationale et internationale au sujet des contrevérités véhiculées par les pouvoirs publics autour de cette marche. Ils iront jusqu'à accuser la police d'avoir fait montre de laxisme face aux pillers et d'avoir sciemment incité les jeunes Algérois à des actes de violence contre les manifestants.

Le ministre de l'Intérieur s'en est alors servi comme prétexte pour interdire les marches sur Alger. Sept ans plus tard, que reste-t-il du combat qui avait mobilisé des millions de personnes ? Le mouvement des arouch, initiateur de la manifestation, s'est disloqué. Ses membres se sont livré une bataille de leadership sans merci. Tombés dans le jeu du pouvoir, ils ont été manipulés avant d'être totalement neutralisés. Les figures de proue du mouvement de protestation ont perdu toute crédibilité et le pseudo-dialogue entamé avec le gouvernement de l'époque a fini par entamer le peu de crédit dont il jouissait encore. Bélaïd Abrika et Gherbi, pour ne citer que ces deux-là, ont donné une piètre image de la cause qu'ils défendaient.

Les communiqués se succédaient aux démentis et, souvent, il n'était plus possible de distinguer les «vrais» délégués des délégués «taiwan», pour reprendre un qualificatif très en vogue à l'époque. En cédant à la tentation de se rapprocher du pouvoir, les délégués des arouch, qui étaient censés défendre la cause de ceux qu'ils représentaient, ont fait les frais de la politique de la carotte et du bâton.

La cause amazigh n'a pas beaucoup avancé, tamazight a été reconnue langue nationale, le chemin vers sa reconnaissance en tant que langue officielle n'est pas de tout repos, tandis que la plateforme d'El-Kseur a été reléguée aux calendes grecques.

N. I.